

EL-TARF

# 116 stagiaires otages de l'administration à Dréan

**Le gérant de l'école de formation professionnelle agréée par l'Etat, Masanour, sise dans la commune de Dréan, ne sait plus à quel saint se vouer pour trouver une solution idoine et définitive à un calvaire qui empoisonne sa vie depuis plusieurs mois et qui hypothèque l'avenir de 116 stagiaires.**

Le gérant de l'école, un élu de surcroît à l'APW du parti PNSD, a frappé à toutes les portes pour que son école ne baisse pas rideau à cause d'une décision de fermeture dont il ne possède même pas une copie mais qui est référencié dans un PV qui lui a été adressé par la Sûreté de la daïra de Dréan.

«Selon le PV de la Sûreté de daïra, une décision portant les référence 495/MAW/2014 daté du 16/11/2014 a été établie pour la fermeture de l'école de formation, faisant référence à une autre décision de wilaya n°1719 datée du 2 septembre 2014 concernant le retrait de l'agrément. Ce retrait a été décidé, suite à la proposition de la directrice de la formation professionnelle ayant émis des réserves concernant le cahier des charges et autres constatations sur le manque de moyens pédagogiques et de gestion. Malheureusement, il y a empiétement des lois en la matière à savoir que la commission de wilaya a décidé du retrait de l'agrément et non la fermeture de l'école, sachant que je dispose de deux mois, pour la levée de réserves et me conformer à la réglementation en vigueur, selon l'article n°19 du décret exécutif n°01-419, du 20 décembre 2001

fixant les conditions de création, d'ouverture et de contrôle des établissements privés de formation professionnelle et c'est ce que j'ai fait. Aussi, la commission ne m'a accordé que 21 jours entre la visite d'inspection de l'école et la tenue de la réunion de la commission d'agrément.

L'article en question stipule clairement que «en cas de non-respect des clauses du cahier des charges, une note motivée est adressée au fondateur par les services techniques de la Direction de la formation professionnelle compétents de wilaya au plus tard huit jours après la date du contrôle préalable, pour l'inviter à se conformer au cahier des charges dans un délai fixé d'un commun accord mais qui ne saurait excéder deux mois», a indiqué, la mort dans l'âme le gérant de l'école, Mohamed Ghouafria.

Et d'ajouter pour mieux enfoncer le clou que «même dans le cas où la commission persiste dans le retrait de mon agrément, je dispose d'un recours que je viens d'introduire auprès du ministre chargé de la formation professionnelle en date du 28 septembre 2014. De fait je me pose la question sur cette cabale orchestrée à mon encontre et qui



Photo : DR

ne concerne pas, en dernier ressort, l'agrément en tant que tel mais plutôt les deux grands garages ainsi que le terrain qui sont loués auprès de la Direction des domaines et que la Direction de la formation professionnelle veut récupérer, coûte que coûte, pour des desseins inavoués. Il faut savoir que mon calvaire a débuté quand j'ai bénéficié d'un terrain pour la construction d'une autre école de formation dans le cadre de l'investissement Calpiref. Il y a une tendance pernicieuse à mettre les bâtons dans les roues de ceux qui veulent investir et les diables de la formation professionnelle ne se sont

réveillés que maintenant alors que mon école est en activité depuis 1994 dans des locaux qui sont de surcroît des biens privés des domaines de l'Etat et qui sont actuellement loués à mon nom, ce qui est intrigant sur les vrais motivations et la célérité avec laquelle on prend des décisions. Même le dossier du Calpiref a comporté un point pour le moins ubuesque à savoir l'établissement d'un document sur le retrait de ma requête judiciaire à l'encontre de la Direction de la formation professionnelle et non pas celui concernant mon désistement des locaux de l'école comme on tient à le faire savoir à

l'opinion publique». Reste que le cas de l'établissement de formation Masanour est un véritable cas d'école sur la bureaucratie de l'administration et les velléités délibérées de mettre des obstacles infranchissables pour l'entrepreneuriat privé.

En ce sens, le gérant désarmé mais tenace a sollicité l'intervention du Premier ministre et même le président de la République par le biais de correspondances interposées afin de sauver ses investissements et sauvegarder l'avenir de 116 stagiaires, après cette période des vacances qui arrive à sa fin.

Daoud Allam

ANNABA

## Plus de 700 retraits de permis de conduire en décembre 2014

En dépit de plus de 700 retraits de permis de conduire, soixante huit accidents de la circulation, soit plus de deux par jour, ont été enregistrés par les policiers du service de la voie publique de la Sûreté de wilaya de Annaba durant le dernier mois de l'année 2014.

Ces accidents ont été à l'origine du décès de deux personnes et entraîné des blessures plus ou moins graves à 57 autres. De son côté le service de la police judiciaire a procédé durant la même période à l'arrestation de 47 personnes recherchées et interpellé 62 personnes pour port d'armes prohibées, 44 pour détention et usage de stupéfiants et substances psychotropes ainsi que 65 autres pour divers délits.

Parmi les 171 personnes ainsi interpellées, 64 ont fait l'objet de mandats de dépôt après leur présentation devant les parquets de la wilaya.

Concernant le contrôle de professions réglementées, les éléments de la police générale ont procédé à la fermeture de 28 établissements commerciaux, suite aux arrêtés les concernant, et proposé 13 autres à la même sanction.

A. B.

GUELMA

## Rapatriement «humanitaire» des Subsahariens

**A Guelma, 121 subsahariens ont été évacués cette semaine du site où ils étaient regroupés faute de solution alternative.**

Les autorités locales qui ont organisé cette mission, ont nettoyé les lieux qui servaient d'abri pour les réfugiés, situés à proximité de la gare routière, au lieu-dit Bab Annaba. Ils y survivaient dans la promiscuité et l'insalubrité.

Les services de la wilaya, les associations et les âmes charitables ont contribué à répondre à leurs besoins vitaux: alimentation, soins médicaux, habits... Ces derniers jours, les événements se sont accélérés.

Toutes les dispositions ont été prises par les responsables locaux. Mission accomplie, puisque le transfert de ces réfugiés a été effectué vers un centre de transit au chef-lieu de la commune de

Guelâat Bousbaâ, à quelques encablures de Guelma, et qui avait pour mission de loger ces étrangers en difficulté, dans les meilleures conditions humaines.

Grâce aux contributions des différents partenaires dont les autorités locales, la DAS, la Direction de la santé, la Protection civile et les bénévoles du Croissant rouge, des visites médicales systématiques ont été assurées, des médicaments, des vêtements et de la literie neufs ont été livrés en nombre conséquent.

Les réfugiés ont été hébergés dans le centre de transit avant de prendre la route vers Tamanrasset, en vue de leur rapatriement vers leurs pays d'origine. «Les modalités et conditions attachées au rapatriement humanitaire ont été respectées», déclarent les organisateurs de cette mission.

Nouredine Guergour